

Le cas McCarthy. Une construction politique et savante. Partie 1

Yves VILTARD

Autant dans le domaine politique que dans celui de l'art militaire on a sans doute depuis toujours discoursu sur *l'ennemi intérieur*. Pourtant ses figures sont multiples et d'une telle mobilité que ce serait une entreprise vaine que de vouloir en dresser un inventaire précis.

Il peut servir à désigner toutes sortes de groupes, de personnes, à la périphérie comme au centre dans les sociétés les plus diverses. On peut le comprendre comme essentiellement exogène et associé à un ennemi extérieur à la communauté ou bien comme strictement endogène et produit, sécrété par la société elle-même. Toutes les métaphores organicistes et épidémiologiques, avec leurs catastrophiques effets de sens, ont été et sont encore inlassablement mobilisées pour parler de *l'ennemi intérieur*. On le rencontre dans les discours et les dispositifs juridiques de tous les types de sociétés politiques des plus libérales et démocratiques aux plus autoritaires et répressives.

On rencontre alors aussi bien *l'ennemi intérieur* chez le juriste, le militaire, le policier, le politiste que chez l'acteur politique, associé à une batterie impressionnante de notions, d'idées et de concepts comme la trahison, le complot, la conspiration, le sabotage, l'espionnage, la dénonciation, la répression et sa technologie, la surveillance, le contrôle, l'inquisition, la loyauté, l'allégeance, ou encore la souveraineté, le nationalisme, l'internationalisme, la révolution, la contre-révolution, la subversion, la lutte contre la subversion, le renseignement, mais aussi l'étranger, l'immigrant, le dissident, le marginal, l'exclu, le banni, bien sûr la politique intérieure et la politique étrangère des Etats, la police et l'armée, la sécurité intérieure, la sécurité nationale, les relations internationales, la guerre, le conflit, l'adversaire, la politique en général, la menace, la peur et plus généralement l'intérieur et l'extérieur, l'interne et l'externe, le dedans et le dehors, la frontière.

Toutes ces notions, ces idées portent des significations différentes et tracent dans les discours particuliers où on les rencontre explicitement liés et avec insistance à *l'ennemi intérieur* des univers de sens hétérogènes. Cela rend selon nous inextricable la recherche d'une définition univoque de l'ennemi intérieur. Il semble qu'en la matière nous soyons condamné sans l'avoir vraiment désiré au nominalisme.

Cela nous apprendra à vouloir travailler sur une notion qui semble se jouer des frontières tout en contribuant avec insistance à en dessiner.

On a fait et l'on fait un usage régulé de *l'ennemi intérieur* dans certaines disciplines ou spécialités. Mais si les juristes - au moins ceux qui sont préoccupés par les questions touchant justement à l'exception dans ses rapports à la loi - les militaires, les policiers et les spécialistes du renseignement mais aussi les criminologues et les psychiatres l'ont employé dans leurs différents langages techniques, il n'en va pas de même à ma connaissance chez les politistes. Ceux-ci ne l'ont pas construit comme un objet théorique significatif. *L'ennemi intérieur* ne fait pas clairement partie de leur vocabulaire technique. Il joue dirons-nous plutôt un rôle parfois insistant, mais pas plus que cela, de supplétif. Par contre, les différents acteurs politiques dans les sociétés les plus diverses en ont de tout temps fait usage et ont pour l'essentiel réalisé sa mise en discours. En bref, il appartient dans son rapport au politique plutôt au discours des acteurs qu'à celui du chercheur ou du savant. Mais son intérêt tient dans le fait qu'il peut aussi être paradoxalement tenu sous ses différentes figures empiriques dans les différents contextes où on le rencontre comme nécessaire à la légitimation d'institutions, de pratiques, et à la construction réglée de certains discours.

C'est de fait l'hypothèse générale sur laquelle nous sommes partis celle où : la construction de *figures de l'ennemi intérieur*, qui devenaient alors lisibles semblait être indispensable à la création, mais aussi au maintien de certaines institutions bureaucratiques, à la légitimation de certaines pratiques, notamment juridiques et policières. Un autre trait nous a retenu. Depuis quelques années, les sociétés démocratiques notamment semblent être plutôt en peine d'ennemi intérieur. Le XXe siècle et plus particulièrement l'entre deux guerres et la période de la guerre froide furent propices à sa prolifération discursive explicite et si sa variante la plus moderne, « la cinquième colonne » en renouvela l'usage, la période la plus récente semble un peu en mal d'*ennemi intérieur*. Les nouvelles figures qui sont apparues pour relayer celles qui sont défailantes du communisme sont polymorphes, hétérogènes, proliférantes mais ne prennent pas toujours dans les discours son nom martial et lourd de conséquences. On en parle moins. Et s'il existe des figures proches c'est sous d'autres dénominations qui participent davantage du souci de régulation qui marque les sociétés modernes de contrôle. Il est plus rarement ou plus discrètement désigné comme tel, notamment par les pouvoirs établis. Pour tout dire il est plus incertain même s'il ne manque pas de toujours contribuer, sous d'autres masques, à la formation de

nouveaux dispositifs juridiques ou policiers au gré de la construction incessante et capricieuse de nouvelles menaces.

Un autre trait de l'*ennemi intérieur* que l'on peut rapprocher du précédent me semble devoir être soumis à la réflexion. *On parle de lui*, d'ailleurs de façon plus ou moins intense selon les époques et les contextes géographiques ce qui produit incontestablement des effets comme nous l'avons vu, pourtant, *lui ne parle pas*. Ou plus précisément personne ne s'identifie à lui. En clair, c'est un costume que l'on ne tient pas à porter. La désignation d'ennemi intérieur est une forme d'assujettissement. Elle en dit plus sur le délateur qui se donne ainsi à voir, en spectacle, que sur sa victime, dont la présence est toute dans l'énonciation de la dénonciation. On est en peine de la voir assumée pleinement par qui que ce soit. Bien sûr lorsque la justice s'en mêle et en fait par exemple un traître au terme de la loi, il peut prendre une certaine consistance. Mais la plupart du temps on peut dire qu'il ressemble plutôt à un spectre. On peut parfois l'évoquer pour faire peur, uniquement pour faire peur. Après tout il se singularise justement par son art de savoir se rendre discret ou même invisible. Alors on peut d'autant plus suspecter partout sa présence. Et pour le révéler, l'exposer au grand jour, il faut des professionnels particulièrement habiles. On trouve là au passage de bonnes raisons pour la mise en place d'institutions spécialisées dans son identification et sa traque. Le FBI américain en est l'exemple paradigmatique.

On peut aussi voir dans l'usage de l'*ennemi intérieur* bien souvent celui d'un leurre. Il a ainsi toute sa place dans des jeux politiques. Traiter un adversaire politique *d'ennemi de l'intérieur*, en faire l'agent d'une puissance étrangère, prétendre le débusquer comme cinquième colonne est finalement assez banal et si l'on peut dire de bonne guerre. Disons plutôt que ce fut plus particulièrement vrai au cours de la première moitié du vingtième siècle et tout au long de la guerre froide dans les états considérés comme les plus démocratiques. L'ennemi intérieur est au cœur de la rhétorique politique et le maniement partisan du symbolique. Il est du plus courant d'accuser un allié d'être objectivement le complice ou de favoriser les entreprises de l'adversaire et de se muer ainsi en ennemi intérieur. L'ennemi intérieur participe du discours politique qui pratique assez largement l'amalgame, qui n'en est pas à une collusion objective ou même à un complot près. Bien exploité ce peut être un argument polémique particulièrement efficace et comme on le sait la vie politique a comme seul principe de l'emporter sur l'adversaire. Par ailleurs, la relation est en général asymétrique dans la mesure où les politiciens appartenant à des partis dans l'opposition sont plus enclins à manier ce type de

rhétorique dans les situations les plus démocratique. C'est, dans ce cas, une façon de jeter un discrédit global sur les partis ou l'équipe en charge des affaires. En clair de tracer pour les militants et plus largement pour les électeurs potentiels une ligne bien visible entre « eux » et « nous ». Mais c'est aussi la marque d'une plus grande irresponsabilité qui par définition est le lot des opposants qui disposeraient pour l'essentiel du ministère de la parole. Plus encore les opposants les plus résolus à la périphérie, même très minoritaires, faiblement intégrés au jeu politique conventionnel trouvent des ressources et donc des forces dans la perception du système politique classique comme étant peuplé d'*ennemis de l'intérieur*. A l'inverse dans un contexte autoritaire ce seront les détenteurs du pouvoir qui tendront à voir et en conséquence à traiter en *ennemis de l'intérieur* tout opposant et bien sûr les plus radicaux, leur déniaient ainsi le titre d'adversaire.

Si l'*ennemi intérieur* a sa place dans le discours politique et les jeux politiques il renvoie inévitablement à un arrière-plan plus sérieux, plus austère, plus martial et plus savant. Ainsi dans les polémiques politiques, si son usage repose sur la mise en doute de la sincérité ou au mieux sur l'inconscience d'un adversaire qui se rendrait ainsi complice de l'ennemi, faut-il encore que ce dernier - qui apparaît bien ici comme une présence à construire - puisse sérieusement tenir cette place, qu'il s'agisse d'un ennemi juré construit en commun. Au minimum l'adversaire politique est dénoncé comme *ennemi de l'intérieur* pour un comportement ou des propos qui peuvent laisser penser qu'il n'a pas pris toute la mesure de la gravité de la menace, de la dangerosité de l'ennemi commun. Au pire, qu'il souhaite, qu'il appelle de ses vœux la victoire de l'ennemi et une transformation radicale de la communauté et de ce qui semblait jusque-là sa raison d'être.

L'accusation a un effet particulièrement dévastateur lorsque la communauté est censée être elle-même construite, trouver son ciment et son identité dans l'hostilité à l'égard d'un ennemi clairement désigné, qu'elle se définit contre cet autre. Il faut pour cela que cette distinction décisive que cette frontière entre la communauté et l'ennemi ait été savamment pensée et instituée, qu'elle connaisse une légitimité culturelle et intellectuelle dûment établie, qu'elle repose sur un ensemble de représentations tenues pour véridique par tous et soit établie comme une vérité ayant la force d'une vérité scientifique. Il faut qu'elle s'incorpore aux référentiels de l'action politique, que le savoir puisse donc, même dans une argumentation partisane ou surtout dans une argumentation partisane être mobilisé dans les jeux

de pouvoir. Il faut enfin, qu'elle soit instrumentalisée dans des institutions spécialisées veillant à son respect et trouve une sanction dans l'ordre juridique. Ici, pour paraphraser Michel Foucault, la politique est bien la continuation de la guerre par d'autres moyens. C'est sans doute pour cela que les professionnels de la politique sont si prompts à crier à la trahison et au complot. Ils pensent à juste titre pouvoir en espérer un bon rendement

L'usage dans les luttes politiques conventionnelles de figures de *l'ennemi intérieur* a donc pour vertu, on s'en doute, de dramatiser à souhait les enjeux. Il consiste inévitablement à jouer avec l'idée d'une menace grave pesant sur la communauté, avec la peur. Toute la question est de savoir où s'arrête le jeu, s'il est plus ou moins dangereux. Tout tient au dispositif dans lequel il s'inscrit, au rapport de force qui le rend possible, à la position du locuteur et à la stratégie qu'il sert. Cet usage peut aussi avoir des effets imprévus qui échappent aux intentions et aux calculs des différents acteurs.

En fait, seule l'étude des usages contextualisés de *l'ennemi intérieur* est à même de nous faire saisir la plasticité redoutable qu'il peut prendre dans les discours et les pratiques qui en dessinent les figures alors même que celles-ci légitiment en retour ces mêmes discours et pratiques. On peut ainsi plaider pour que la science politique prenne au sérieux le très partisan et très savant *ennemi intérieur*.

Le cas McCarthy ou la lutte contre l'ennemi intérieur pour toute politique

Pour beaucoup, le nom de McCarthy demeure justement associé à l'image d'un politicien sans scrupules et à une pratique politique intolérante où tous les moyens, même les plus indignes - travestissement de la vérité, délation, humiliation et persécution - sont utilisés contre des victimes sans défenses désignées à la vindicte populaire comme *ennemis de l'intérieur* et de fait condamnées d'avance : c'est le maccarthysme.

Cette réputation n'est pas usurpée. McCarthy fit en effet de la dénonciation de complots et de la traque de *l'ennemi intérieur* son affaire. Ce fut même son unique, exclusive et tyrannique spécialité. Ce fut chez lui une sorte de vocation, de passion dévorante. Il fut un monomane du complot. Il s'y adonna sans retenue, bruyamment, et uniquement au cours des quatre années de sa vie publique qui suffirent à construire sa renommée.

Ainsi entre le 9 février 1950 et le 2 décembre 1954 - la première date est celle où il prononce, dans un discours à Wheeling (West Virginia) les fameuses phrases : « *J'ai là entre les mains une liste de 205 noms. Une liste que le secrétaire d'Etat a eu à connaître comme étant celle de membres du parti communiste qui pour autant n'en continuent pas moins à travailler au Département d'Etat et à en concevoir la politique* » [1] ; la seconde, celle de la censure du Sénat qui par 67 voix contre 22 met fin à sa carrière politique - le sénateur Joseph McCarthy fait travailler les machineries vouées à l'époque aux Etats-Unis à la chasse à l'*ennemi intérieur*. L'argumentaire politique qui arme cette pratique tient en quelques mots : il existe un complot communiste touchant les plus hautes sphères du gouvernement, qui seul peut expliquer l'affaiblissement de la position des Etats-Unis dans le monde au cours des années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale. Il ne défend pas d'autres positions politiques précises, notamment en matière de politique intérieure. Il semble du coup accomplir une sorte de mission de sacrifice. Pour cela, il se présente et est considéré par ses rares défenseurs comme « celui qui a osé » [2]. On trouve là une inversion des rôles qui veut que le persécuteur se prenne et se fasse passer pour une victime.

Cette manie s'agrémente d'une particularité. Elle consiste à faire entendre qu'il *connaît les noms* des responsables en question. Il n'hésite pas d'ailleurs à dénoncer nommément des personnalités politiques en place comme étant les principaux animateurs du complot. Ceux-ci deviennent alors ses têtes de turc préférées. Il se complaît à apporter inlassablement ce qu'il concevait comme étant des preuves accablantes de leurs turpitudes. Il utilise pour cela des informations toujours plus ou moins tronquées, mais néanmoins souvent très précises que lui fournissent des informateurs attirés. Peu à peu se constitue autour de McCarthy un véritable réseau de renseignements. Ce réseau ou « lobby McCarthy » selon l'expression de Robert Griffith, inclut des animateurs de groupes de pressions privés, comme Alfred Kohlberg [3], l'influent industriel protaiwan, ou l'enquêteur J.B. Matthews proche du groupe de presse conservateur Hearst, qui mettent leurs archives et fichiers à sa disposition. Des renseignements lui sont aussi fournis plus ou moins obligeamment par des services officiels comme le *FBI*, (il est dans une relation personnelle complexe et conflictuelle avec son directeur [4]), ou lui parviennent sous la forme de fuites organisées par des services, ou à l'initiative personnelle de fonctionnaires travaillant dans les administrations les plus diverses. Il s'entoure d'une forte équipe de collaborateurs fidèles chargés de traiter toutes ces informations et monte ainsi une industrie dont la raison sociale est uniquement et invariablement la révélation et

l'exposition au grand jour de traîtres prétendument dissimulés dans le gouvernement américain. Lors de ses apparitions publiques, il transforme le Sénat et certaines de ses commissions en autant de scènes de théâtre où il donne invariablement une représentation d'un unique spectacle. Il accuse nommément, abusant ainsi de son immunité, et sur le ton le plus solennel, des hauts fonctionnaires, des experts, des universitaires ou mieux des membres du gouvernement des Etats-Unis d'être ni plus ni moins que les animateurs d'une conspiration d'inspiration communiste. Les seules variations tiennent dans les nouveaux noms qu'il ajoute à la liste. Le gouvernement est selon ses dires purement et simplement un repère d'*ennemis de l'intérieur* qui mettent tous leurs talents à élaborer et mener une politique étrangère au service de l'ennemi juré des Etats-Unis : le communisme *international*. L'accusation est chaque fois particulièrement grave mais aussi précise, dans la mesure où McCarthy ne se contente pas de dénoncer la présence de simples espions responsables de la divulgation de secrets d'Etat auprès d'une puissance étrangère qui pourrait être l'Union soviétique. Cela va bien au-delà dans la mesure où l'ennemi a selon lui pris le contrôle de l'exécutif et dirige la politique internationale des Etats-Unis.

Cette pratique lui valut, comme on le sait et comme on le comprend peut-être mieux après cette rapide description, une renommée qui dépassa très vite les frontières des Etats-Unis. Jamais en mal de publicité, il sait pendant ces quatre années, tenir en haleine les médias et un public toujours plus vaste. On attend avec de plus en plus d'impatience ses révélations fracassantes. Il n'est d'ailleurs jamais en reste. Ses informations, au sens propre scandaleuses, sont toujours plus énormes. Mais il sait leur donner les apparences d'une *véracité* quasi scientifique. McCarthy avec un acharnement maniaque lèste ses constructions les plus audacieuses et les plus décousues d'indices, de détails, de documents puisés aux meilleures sources policières.

Ainsi McCarthy dessine une stratégie politique, inscrite dans des relations de pouvoir, où la référence à l'*ennemi intérieur* est décisive, centrale. C'est le levier unique dont il ne cessera de jouer. On vit très vite qu'il avait trouvé là un mode d'action, un « truc » si l'on veut, qui dans une conjoncture particulière qui fut celle de la guerre froide au début des années cinquante aux Etats-Unis, provoquait des effets importants et immédiats, qui ne pouvait laisser personne indifférent. Il en usa et abusa. Il s'enivra [5], au sens propre comme au figuré, du pouvoir que cet usage singulier de l'*ennemi intérieur* qu'il avait bricolé et mis au point un peu par hasard semblait lui donner. Il s'adonna sans relâche à cet exercice dangereux. Il semblait au bout du compte,

comme très intuitivement un de ses meilleurs biographes, l'essayiste Richard H. Rovere l'indique, ayant tout sacrifié à cette passion qui lui avait si vite rapporté une célébrité inattendue, s'être à ce jeu précipité « la tête la première hors de la réalité » (*a headlong flight from reality*) [6]. Il semblait totalement pris et fasciné par cet exercice de puissance, qui était bien un exercice de pouvoir, dont il semblait tirer une unique et évidente jouissance. Il en renouvela inlassablement et avec monotonie l'expérience, tant que les circonstances - où si l'on veut le dispositif complexe et hétérogène incluant ses pratiques - lui en donnèrent le loisir. Le pouvoir n'est pas, rappelons-le avec Michel Foucault, « *quelque chose qui s'acquiert, s'arrache ou se partage, quelque chose qu'on garde ou qu'on laisse échapper ; le pouvoir s'exerce à partir de points innombrables, et dans le jeu de relations inégalitaires et mobiles* » [7].

La machinerie mise en œuvre par McCarthy

Il est donc temps de voir plus concrètement dans le système, à quoi ressemble la machinerie réglée par McCarthy, comment est construit et quelle figure prend précisément *l'ennemi intérieur* qui semble tant avoir contribué à produire les spectaculaires effets que l'on connaît et que McCarthy se complaira à reproduire. On peut là encore solliciter Richard Rovere. Prenant la précaution de se ranger sans équivoque possible parmi ceux qui « *vivent dans McCarthy et le maccarthysme des menaces graves autant que sinistres* », il affirme : « *Je tends à être plus que d'autres doublement impressionné par la force intérieure qu'il contient et par la force de la résistance qu'il suscita...* ». Et il ajoute un peu plus loin, ce qui pouvait passer pour une provocation, qu'à l'époque, en tant que journaliste, il ne se senti jamais « *dans l'obligation de dire quoi que ce soit [qu'il] ne considérât comme vrai sur MacCarthy et le maccarthysme* » [8].

Pour pallier toute ambiguïté, on se doit d'écarter d'emblée toute interprétation psychologique que la référence à une mystérieuse « force intérieure » pourrait suggérer. Tout l'intérêt de la remarque de Rovere tient dans le lien indissoluble qu'il établit entre les pratiques de McCarthy et les résistances auxquelles elles donnent lieu. Les résistances qu'elles suscitent font partie de son système. Il en tient le plus grand compte et d'une certaine façon en tire jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs l'essentiel de sa renommée.

D'un côté, McCarthy fait en effet apparemment preuve d'un impressionnant aplomb. Il ne résiste jamais, comme on l'a déjà dit, à la tentation de désigner nommément comme responsable effectif d'une

vaste conspiration, comme traîtres, comme *ennemis de l'intérieur* des membres du gouvernement, voire le président des Etats-Unis lui-même. Peu semblait d'ailleurs lui importer la couleur politique de celui-ci, qu'il soit démocrate ou républicain, qu'il s'agisse en l'occurrence de Truman ou d'Eisenhower. Il utilisait dans ce dessein un procédé argumentaire original où la rhétorique politique était immanquablement déviée, comme aimantée, vers des révélations stupéfiantes susceptibles de retenir l'attention du public. D'un autre côté, ceux qu'il accuse nommément ou qu'il met en cause avec tant de précision ne peuvent pas légitimement s'en désintéresser, on le comprend. C'est exactement ce qui arriva en février 1950. A peine le discours de Wheeling prononcé, le Département d'Etat veut en savoir plus sur cette histoire de liste de communistes. Une liste dont on doit tout de suite dire, on le sait maintenant, et il l'avouera d'ailleurs lui-même qu'elle *n'existait bien sûr pas*. L'intérêt grandissant que provoquent ses « révélations » l'encourage à surenchérir. A un journaliste qui lui demande quelques jours plus tard si, dans le cas où le Secrétaire d'Etat Dean Acheson l'appelait pour lui demander les noms, est-ce qu'il pourrait les lui donner ? Sa réponse est immédiate : non seulement il pourrait, mais il le ferait. Le lendemain dans une conférence de presse improvisée, il affirme enfin que si le président Truman lui-même voulait lui téléphoner il aurait les noms.

Sa méthode consistera donc toujours à faire monter les enchères. Il recherche constamment à être reconnu comme adversaire par les plus hauts responsables de la politique américaine. Le 30 mars 1950, il atteint son but. Alors que le battage autour de ses révélations prend de l'ampleur, Truman, furieux, déclare que McCarthy et deux autres sénateurs républicains conservateurs, Wherry et Bridges « *sabotent la politique étrangère américaine* » et les dénonce comme « *les meilleurs atouts du Kremlin* » [9]. Il rendait en quelque sorte à McCarthy la monnaie de sa pièce. Ce dernier ne manquait pas alors une occasion de voir dans ce type de riposte une preuve supplémentaire d'un complot bien plus vaste encore.

Une méthode qui ne trompe pas grand monde à l'époque

On doit dire que son usage de *l'ennemi intérieur* dans la rhétorique partisane entrainait en cela dans les jeux politiques conventionnels.

Encore, on doit affirmer, ce qui n'est pas toujours connu, que ses méthodes dès le début ne trompèrent pas grand monde. Ses accusations furent rapidement considérées comme passablement fantaisistes par une majorité de la presse, même s'il n'est pas

contradictoire qu'un public de curieux, de badauds toujours plus nombreux manifestait toujours plus d'intérêt pour les spectacles où McCarthy somme de comparaître les responsables de la politique étrangère américaine. Il ne fallut pas longtemps pour que le « maccarthysme » soit défini comme un procédé politique détestable. Un caricaturiste Herbert Block inventa ce terme dès mars 1950. Le 8 avril paraissait dans le *New York Time* un article de fond intitulé, « *The menace of M'Carthyism* ». Il se concluait ainsi : « *Dans la mesure où le maccarthysme encourage un conformisme de la pensée à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, un profond et durable préjudice serait alors causé à la nation* » [10]. Dès 1952 deux journalistes, Jack Anderson et Ronald W. May publiaient une première biographie de McCarthy extrêmement défavorable intitulé, *McCarthy, the Senator, the "Ism"* [11]. La négativité du maccarthysme est établie dès cette date. On peut en trouver une preuve cocasse dans le fait que McCarthy publie lui-même une brochure intitulée ni plus ni moins *McCarthyism* [12]. Si une intransigeance radicale à l'égard du communisme et toutes ses variantes c'est du maccarthysme, alors il revendique d'être le premier des maccarthystes.

Qui plus est, la première commission du Sénat qui examine dès mars 1950 ses allégations sur l'infiltration de communistes au Département d'Etat, (*The State Department Loyalty Investigation Subcommittee of the Committee on Foreign Relations*, dite commission Tydings du nom du sénateur démocrate qui la dirige), retourne contre lui la charge de la preuve. Les démocrates se sentent alors encore assez sûrs d'eux pour lui demander des comptes et pensent pouvoir aisément le confondre. Il est mis au défi de donner une consistance à ses accusations. La commission conclura officiellement en juillet 1950 dans son rapport final, qui ne sera bien sûr pas approuvé par les membres républicains de la commission, que le sénateur McCarthy a porté des accusations « frauduleuses et fantaisistes », qu'il a traité les faits de façon « cavalière » et a « tordu, perverti et déformé la vérité ». Pourtant cette première condamnation n'arrêtera pas le sénateur du Wisconsin. L'épisode est néanmoins significatif. Il indique l'importance des résistances que ses méthodes rencontrent immédiatement.

Le dernier acte de la pièce en 1954, concluant à son indignité en est la manifestation ultime. La motion de censure qui le condamne affirme qu'il n'a pas respecté « la dignité, l'honneur, l'autorité et les compétences du Sénat » contribuant à jeter un grave discrédit sur des « personnes haut placées » et « notre forme de gouvernement ».

McCarthy, McCarthysme et l'auto-victimisation du persécuteur

Mais avant que le Sénat ne mette ainsi un point final à son aventure, McCarthy trouve, malgré le peu de crédit accordé à ses accusations, les ressources pour rebondir. Comme on l'a dit, il intègre en fait dans son système les oppositions qu'il rencontre. Il joue de sa propre victimisation. Il passe maître dans l'art de monter des spectacles où il met en scène le conflit qu'il a inventé. Il serait donc le seul à oser affronter, comme un véritable martyr, les plus hauts responsables de la politique américaine, notamment la politique étrangère, qui auraient hourdi une conspiration visant ni plus ni moins à détruire la puissance et l'influence des Etats-Unis dans le monde.

Cela paraît aujourd'hui tellement extravagant qu'il faut ici précisément citer McCarthy pour faire toucher du doigt comment est agencé son système argumentaire, quels en sont les ressorts, comment il y joue de *l'ennemi intérieur*.

Ainsi, parmi tout un tas de personnalités mais aussi d'obscurs auxquels il s'attaque un peu au hasard, au gré des fuites et des dénonciations qui lui parvenaient, (et en dehors du sinologue Owen Lattimore et des diplomates spécialistes de l'Extrême-Orient comme John Carter Vincent, John Steward Service et l'ambassadeur Philip C. Jessup), les cibles principales, obsessionnelles du sénateur du Wisconsin furent inlassablement le secrétaire d'Etat de Truman de 1949 à 1952 Dean Acheson, et le général George Marshall - celui du plan - qui le précéda à ce poste entre 1947 et 1948 avant de devenir secrétaire à la défense de 1949 à 1951. L'acharnement de McCarthy contre ce dernier le conduisit à lui consacrer un livre ou plutôt un virulent pamphlet au titre évocateur, *America's retreat from victory*, sous-titré, *The Story of George Catlett Marshall* [13]. Il reprenait en fait un discours qu'il avait prononcé au Sénat le 14 juin 1951. Il prétendait y retracer la carrière du général, considéré par lui comme rien moins que le principal responsable du complot qui seul pouvait expliquer le recul des Etats-Unis dans le monde. On aurait volé aux Américains leur victoire et la responsabilité en revenait aux démocrates mais plus précisément aux responsables actuels de la politique étrangère et de la défense des Etats-Unis. L'occasion du discours était toute politique. Il s'articulait sur la campagne menée au Congrès par les républicains après le limogeage en avril du commandant suprême en Corée, le général McArthur dont ils avaient bien sûr pris la défense. McCarthy n'avait pas manqué de saisir l'opportunité pour s'en prendre à une de ses têtes de turc préférées en donnant à cette occasion toute la mesure de son « art » rhétorique.

Tout d'abord, dans une introduction expliquant les conditions dans lesquelles le discours avait été fait, il se pose en héros : parlant de lui-même à la troisième personne, il se présente comme étant le seul à oser affronter Marshall et donc aussi en future victime de l'ostracisme que le courage de ses propos ne manquerait pas de lui valoir. « *Parmi les questions soulevées par ce discours* », nous dit-il, « *il y a celles-ci* » :

« Quels sont les motifs de McCarthy ? Pourquoi McCarthy fait-il tant de cas du Secrétaire à la défense et dépense-t-il tant de temps à préparer et rechercher une telle documentation sur son histoire ? Ces questions me rappellent les conseils que certains de mes amis m'ont donné avant que je ne révèle l'histoire de George Marshall. " Ne le fais pas McCarthy ", disaient-ils. " Marshall a été construit comme un héros tellement grand aux yeux du peuple que tu te détruirais politiquement si tu portais la main sur les lauriers du grand homme ". Ma réponse à ces amis si bien intentionnés est que les raisons pour lesquelles le monde est dans un aussi tragique état aujourd'hui est que trop de politiciens ne font que ce qu'ils considèrent comme politiquement avisé - seulement ce qui est sûr pour leur propre fortune politique » [14].

Vient ensuite l'exposition des « données » qui dans la rhétorique politique de McCarthy mais aussi d'autres républicains à l'époque justifient que l'on se pose des questions sur ceux qui dirigent les Etats-Unis. « *Comme toile de fond à l'histoire de Marshall dont j'ai parlé le 14 juin* », écrit-il, « *Il y a un fait brutal, rude : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le monde libre a perdu au profit du communisme international 100 millions de personnes par an* » [15].

Il se lance alors dans un minutieux et fastidieux récit partisan de la vie de Marshall, accumulant des « révélations » innombrables dans lesquelles il veut voir autant de preuves de sa trahison. Il fait côtoyer son nom avec ceux de ses cibles habituelles : Hiss, Acheson, Service, Vincent, Lattimore et d'autres. Il prétend nous conduire ainsi au saint des saints du complot. « *Le président ?* » s'inquiète-t-il. « *Il est leur otage... il leur sert de couverture* » répond-t-il sans détour. « *Comment rendre compte de notre actuelle situation sans penser que des hommes hauts placés au gouvernement se sont concertés pour nous livrer au désastre ?* ». La réponse s'impose à lui : « *Ce ne peut être que le fruit d'une grande conspiration, une conspiration si immense qu'elle dépasse toutes les entreprises de ce genre connues précédemment dans l'histoire de l'humanité* » [16].

On doit considérer avec d'autres que McCarthy atteint là un sommet dans l'usage qui lui est coutumier de la grandiloquence [17]. On ne doit pas oublier qu'il fut avocat. Après ça la conclusion générale où il enfonce le clou peut paraître bien sobre. « *Quel est l'objectif de la conspiration ?* » se demande-t-il. La réponse lui apparaît clairement : « *Réduire la part des Etats-Unis dans les affaires mondiales, nous affaiblir militairement, troubler les esprits avec des discours défaitistes en Extrême-Orient et ébranler notre détermination à résister au mal. Dans quel but ? Dans celui de nous frustrer de nos victoires et finalement de nous faire succomber grâce aux intrigues menées chez nous par les Soviétiques tout autant qu'à leur puissance militaire à l'extérieur. Est-ce aller trop loin ? L'histoire nous offre de nombreux exemples d'états riches et puissants qui ont été démoralisés de l'intérieur, affaiblis et abusés jusqu'à ce qu'ils soient incapables de résister à une agression* » [18].

Enfin le texte est suivi d'une annexe où il évoque les réactions de la presse au discours du 14 avril et en justifie la publication. C'est une réponse aux journalistes qui l'auraient, dans leur majorité, condamné par avance sans avoir pris la peine de le lire vraiment. Il nous donne ici un autre exemple des résistances que ses méthodes n'ont jamais manqué de susciter et de son propre positionnement stratégique comme victime. Alors qu'il s'est fait, comme on vient de le voir précisément avec Marshall, une spécialité de mettre en doute la loyauté personnellement envers leur pays des responsables de la politique américaine, il s'indigne « *des attaques personnelles et des insultes* » de la « *presse de gauche et communiste* » à son égard. Pour preuve, il en propose un florilège : « *grande gueule... irresponsable... pauvre clown... complètement sans preuve... du réchauffé... publicité sur la peur... vieilles affaires de loyauté éculées... terrifiant joueur... secret de conspirateur... fou... fouineur... immunité sénatoriale... accusations tapageuses... vitupérations calomnieuses... accusations sauvages* » [19]. Et de se lamenter : « *Pourquoi cette hystérie malsaine ? Pourquoi ces calomnies ? Pourquoi cet ostracisme ?* ». Mais là encore il en trouve la raison dans un complot : les médias qui lui sont hostiles sont stipendiés par le Département d'Etat, « *27 millions de dollars de fonds secrets rien que pour l'année dernière* » [20].

Si McCarthy rencontre de telles résistances et trouve à les utiliser pour participer à la construction du personnage de croque-mitaine dont il tire jouissance, il faut, on l'a dit, qu'il dispose de ressources qui font sa force.

La construction politique de l'ennemi intérieur

Il y a d'abord et surtout la perception brutale en 1949 d'un retournement de la situation internationale défavorable aux Etats-Unis. Trois événements, l'arrivée au pouvoir de Mao en Chine continentale, l'acquisition par les Soviétiques de la bombe atomique et l'arrestation d'espions en Angleterre, au Canada, et sur le territoire américain, vont participer à la construction de la question communiste comme enjeu essentiel dans la vie politique américaine au début des années cinquante. Le déclenchement en juin 1950 de la guerre de Corée, l'engagement physique des troupes américaines, l'intervention imprévue des « volontaires chinois » en octobre 1950 et surtout l'impression d'enlisement que donnait l'évolution du conflit firent monter les tensions politiques aux Etats-Unis même en installant comme une obsession au cœur des luttes politiques la « question communiste » qui est alors conventionnellement construite pour toutes les parties comme menace communiste que ce soit aussi bien dans ses dimensions internationales qu'intérieures [21]. Ces événements surviennent dans un climat politique où les relations entre républicains et démocrates n'avaient cessé de se détériorer, notamment depuis 1946, justement sur les questions de politique internationale. En effet, les républicains qui avaient repris la majorité au Congrès en 1946 (date de la première élection de McCarthy comme sénateur) croyaient bien pouvoir transformer ce succès en 1948 avec la reconquête de la présidence après près de vingt ans passés dans l'opposition. L'élection, contre toute attente, de Truman leur donna le sentiment de s'être fait voler la victoire et leur remonté aux élections de mi-mandat présidentiel en 1950 les renforça dans cette opinion. La politique bipartisane en matière de politique étrangère qui avait eu cours pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre était donc bien passée de mode. Plus encore, au Congrès, les républicains, notamment les plus conservateurs qui trouvaient maintenant souvent du renfort chez les démocrates sudistes qui rompaient ainsi l'unité qui avait fait la force de Roosevelt, remirent systématiquement en cause la prééminence de l'exécutif dans l'élaboration et la conduite des politiques notamment dans le domaine des relations internationales après la guerre. Comme on le sait l'exécutif et plus précisément la présidence avaient depuis les années trente et le *New Deal*, vu croître son champ de compétence et d'autorité avec l'intervention accrue de l'Etat, de la réglementation et de la régulation dans de nombreux domaines. Beaucoup de conservateurs n'avaient jamais digéré le keynésianisme qui n'était en fait pour eux qu'une forme de dirigisme d'inspiration socialiste remettent en cause les sacro-saints principes de la libre entreprise sur lesquels l'Amérique avait été fondée. Les événements internationaux de la fin des années quarante et l'espoir d'une revanche les rendirent plus agressifs dans la critique des

politiques de l'administration démocrate. Dans ce sens McCarthy ne mène pas une action isolée même si elle reste singulière. Si certains républicains au Sénat s'inquiètent et condamnent rapidement ses façons de faire, d'autres se montrent moins regardants comme le leader républicain Taft. Dans cette période de tension politique, en vieux routier, il l'encourage discrètement à ne pas se décourager lorsque la minceur de ses preuves est mise en évidence dans une des multiples « affaires » qu'il a soulevée. On rapporte qu'il lui glisse un jour : « *si vous devez en abandonner un, prenez-en un autre* ». Mais il ne faut pas croire pour autant que l'arrivée du républicain Eisenhower à la présidence en 1952 rassure les conservateurs de tout poil que l'on peut qualifier de nationalistes et si prompts à voir des communistes partout [22].

Pour les conservateurs dénoncer la « présence communiste au gouvernement », c'est aussi s'en prendre au secret qui entoure l'élaboration des politiques américaines

Les conservateurs dénonçaient et continuent de dénoncer le rôle des experts et du secret dans l'élaboration de politiques sur lesquelles ils jettent en permanence un soupçon. Elles sont pour eux mises au service de doctrines d'inspiration socialiste, cela dans le dos et au mépris du peuple qu'ils se considèrent les plus légitimes à représenter comme membres du Congrès. La dénonciation des « communistes au gouvernement » ou de la « complaisance à l'égard du communisme » (*soft on communism*) n'était pas une invention de McCarthy. Ces slogans avaient déjà beaucoup servi notamment depuis 1946 et étaient rituellement utilisés dans les interventions des membres du Congrès les plus conservateurs comme John Bricker, Styles Bridges, William Jenner, Karl Mundt, William Knowland, Walter Judd et bien d'autres. Dans les relations internationales, une suspicion particulière fut systématiquement jetée sur les accords internationaux conclus pendant et après la guerre par l'administration démocrate comme contenant des clauses secrètes représentant autant de concessions ou de largesses accordées au communisme international. Les termes Yalta, ONU, OTAN ne sont plus prononcés qu'avec force sous-entendus laissant craindre les pires trahisons, pour tout dire, des abandons de la puissance américaine que l'on aurait volontairement cachés au peuple. Il y a après 1946 la montée au Sénat d'une revendication centrale visant à lui redonner le contrôle de la politique étrangère américaine qui serait tombée entre des mains douteuses. Les sénateurs proposent alors inlassablement, d'ailleurs sans grand succès, de multiples résolutions allant dans ce sens.

Cela doit nous conduire à une réflexion plus générale. On pouvait s'étonner de l'intérêt exclusif manifesté par McCarthy pour les questions touchant à la défense et aux relations internationales. Comme Rovere l'indique, McCarthy peut être qualifié de démagogue, ou si l'on veut de populiste, mais de populiste d'un nouveau type. « *A une époque où l'Amérique est plus une nation qu'elle ne l'a jamais été* », il devient possible aux politiciens d'exploiter à propos des questions internationales les « *aspirations et les anxiétés* » qui sourdent de la société. Et lorsque « *le fanatisme prend une forme politique cela ne peut plus être sur des questions touchant à la valeur de la monnaie ou au travail (comme ce fut précédemment le cas), ou tout autre question domestique (à l'exception de la question raciale), mais sur la politique étrangère* » [23]. La « fuite de la réalité » de McCarthy concerne la réalité ultime de notre époque, la réalité internationale. Par ailleurs, l'habitude prise par les sénateurs conservateurs américains - McCarthy compris - de dénoncer la « présence de communistes au gouvernement », a en fait une histoire précise. Elle trouve son origine dans une affaire qui l'a rendue légitime.

Fin 1945, le très conservateur ambassadeur des Etats-Unis en Chine John Hurley démissionne spectaculairement en affirmant qu'il ne pouvait plus poursuivre sa mission. Il accuse les conseillers politiques de l'ambassade à Chongqing en accord avec les responsables de la politique chinoise au département d'Etat de saboter systématiquement la politique américaine qu'il représente et qui vise à travailler à l'unification de la Chine à travers celle des différentes factions alors en conflit. Il déclare voir dans le comportement de ces fonctionnaires du Département l'expression d'une conspiration favorable aux communistes chinois cela avec la bénédiction « *du bloc impérialiste qui veut voir la Chine rester divisée* » (il ne précisait pas, mais on peut penser qu'il rassemblait dans ce « bloc » les Anglais, les Français et les Soviétiques). Il termine sa lettre de démission envoyée à Truman le 26 novembre 1945, en affirmant sans sourciller : « *Dans le même temps une fraction considérable de notre Département d'Etat est engagée dans un soutien général au communisme dont la Chine n'est qu'un exemple particulier* » [24]. Peu de temps après il allait, dans les mêmes termes, réitérer ses accusations devant une commission du Sénat.

Ces accusations quant à l'existence au sein du département d'Etat d'un complot pro-communiste feront leur chemin dans les jeux politiques. Qui plus est, elles se trouvent liées à des péripéties politico-judiciaires qui, dans un premier temps, resteront sous le contrôle de l'exécutif,

mais lui échapperont progressivement pour alimenter le jeu politique construit autour de la question communiste.

En effet, le coup de théâtre d'Hurley est doublé d'une ténébreuse affaire de fuites qui au gré de son exploitation, notamment par McCarthy, ou de ses interprétations, aujourd'hui encore par des historiens révisionnistes [25], donnera un sol plus ou moins solide à ses accusations initiales de conspiration communiste au Département d'Etat.

Pour mémoire, il s'agit de l'affaire dite de l'*Amerasia*, du nom d'une revue confidentielle américaine consacrée à l'Asie. Elle est dirigée par un certain Philip Jaffe qui a des liens avec des dirigeants du parti communiste américain. Elle se veut et se présente à l'époque comme ouvertement favorable aux mouvements révolutionnaires en Asie. Le 6 juin 1945, six personnes sont arrêtées, dont Philip Jaffe, Emmanuel Larsen, un employé subalterne du Département d'Etat et surtout John Stewart Service, un diplomate qui était encore quelques mois avant conseiller politique à Chongqing, et effectivement en conflit ouvert avec Hurley. John Service est plus personnellement accusé d'avoir donné à Jaffe des documents classés secrets que le *FBI* retrouvera au siège de la revue, certains y ayant été publiés. L'affaire dans un premier temps n'eut pas de conséquences judiciaires trop graves pour ses protagonistes et on a pu la croire un moment oubliée. Il fut ensuite facile pour les milieux conservateurs de voir dans ces dernières péripéties la volonté de l'exécutif, Département d'Etat, de la Justice et même *FBI* et le président lui-même, de l'étouffer prouvant ainsi sa gravité. On avait bien là matière à construire les contours d'un complot politiquement exploitable.

[Lire la suite](#)

[1] . Sénat des États-Unis, Committee on Foreign Relations, Subcommittee on State Department Loyalty Investigations, 81st Congress, 2nd Session, 1950. On doit indiquer que le chiffre initial de 205 se transforma le lendemain en 57 pour passer ensuite à 81 et que la qualification de « communistes » se transforma selon les occasions en simple « risques pour la sécurité » (Security Risks).

[2] . Voir par exemple William Buckley & Brent Bozelli, *McCarthy and His Enemies*, Chicago, Henry Regnery, 1954.

[3] . Voir sur ce personnage et plus généralement le lobby chinois, Joseph Keeley, *The China Lobby man, the story of Alfred Kohlberg*, New York, Arlington House, 1969 ; Ross Y. Koen, *The China Lobby in American Politics*, New York, Harper & Row, 1974 ; Charles Wertenbaker, Philip Horton, Max Ascoli, « The China lobby », *Reporter*, Vol.6, n° 8 et 9, avril 1952.

[4] . Voir sur ce point, Athan G. Theoharis et John Stuart Cox, *The Boss, J. Edgar Hoover and the Great American Inquisition*, Philadelphie, Temple University Press, 1988, pp. 266-300.

[5] . Il meurt le 2 mai 1957 d'une cirrhose du foie.

[6] . Richard H. Rovere, *Senator Joe McCarthy*, (1959), Harper colophon books, 1973, p. 260.

[7] . Michel Foucault, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 123.

[8] . Richard Rovere, *Senator Joe McCarthy*, p. 269.

[9] . Voir *New York Time*, 31 mars 1950, p. 1. Titre à la une : « Truman calls 3 senators saboteurs ; Asks G.O.P. name foreign affairs aide ; M'Carthy insists he has evidence ».

[10] . *NYT*, 8 avril 1950, p. 12.

[11] . Jack Anderson & Ronald W. May, *McCarthy, the Senator, the "Ism"*, Boston, The Beacon Press, 1952.

[12] . Intitulé exact de la brochure : *McCarthyism, the fight for America, Documented answers to questions asked by friend and foe by Senator Joe McCarthy*, New York, the Devin-Adair Company : publishers, 1952.

[13] . Joseph R. McCarthy, *America's Retreat from Victory*, New York, The Devin-Adair Company, 1952.

[14] . *Ibid.*, p. 3.

[15] . *Ibid.*, p. 4.

[16] . *Ibid.*, p. 168.

[17] . Voir la biographie la plus récente de David M. Oshinsky qu'il a fort judicieusement appelé : *A Conspiracy so immense, the world of Joe McCarthy*, New York, Free Press, 1983.

[18] . McCarthy, *Ibid.*, pp. 171-71. Termes soulignés par nous.

[19] . *Ibid.*, p. 177.

[20] . *Ibid.*, p. 178.

[21] On n'a pas assez d'espace ici pour mener une réflexion approfondie sur la notion de « question » en science politique. Qu'est-ce qu'une « question politique » ? Comment la différencier d'un simple « problème » ? Une première réflexion sur ce thème a justement été menée, en relation avec notre sujet par Earl Latham en 1966. Il affirmait for à propos que « la translation d'un problème ("problem") politique en question ("issue") politique ne peut jamais être expliquée simplement par référence aux faits objectifs, aussi dérangementants que ces faits puissent être » et d'ajouter : « La création d'une question politique ("political issue") de grande ampleur implique l'interaction d'une situation objective avec un complexe d'autres facteurs incluant au moins l'existence d'un groupe intéressé dans le développement et la réitération des éléments essentiels de la question potentielle, l'inclusion accidentelle ou l'adroite manipulation de symboles politiques et sociaux que la tradition et l'esprit du temps ont rendus significatifs et mobilisateurs pour une large audience, l'état de confiance du peuple dans ses gouvernants et le nombre et l'importance d'autres problèmes avec un potentiel comparable de questions concurrentes pouvant retenir l'attention du public à un moment donné » ; Earl Latham, *The communist controversy in Washington, from the new deal to McCarthy*, Cambridge, Harvard University Press, 1966. Sans retenir l'orientation fonctionnaliste et manipulatrice de cette définition, on en conservera les intuitions essentielles en mettant davantage l'accent sur l'hétérogénéité des pratiques et des discours ainsi que leurs effets imprévus qui forment le dispositif complexe qui voit naître une question politique. Voir aussi, Murray Edelman, *Pièces et règles du jeu politique*, (1988), Paris, Seuil, 1991.

[22] . Hofstadter rapporte la réaction d'une militante républicaine après la victoire d'Eisenhower : « Encore 8 ans de socialisme », Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, (1964) Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 45.

[23] . Richard Rovere, *Senator Joe McCarthy*, p. 260.

[24] . Département d'État, United States Relations with China, (The China White Paper, Département of State Publication 3573, août 1949), Stanford, Stanford University Press, 1967, Tome II, p. 583.

[25] . Voir dans ce sens Harvey Klehr & Ronald Radosh, The Amerasia Spy Case, prelude to Mccarthyism, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.